

La plus grande manifestation de l'histoire récente de l'Espagne

26 mars 2014



Jean ORTIZ

Ils sont de l'avis général près de deux millions, plus disent certains médias, comme la Sexta (une chaîne de télévision nationale). Du jamais vu. Une journée historique "qui ne va pas s'achever ce 22 mars" clame le cortège. Beaucoup ont prévu de rester à Madrid et de camper. Par exemple, mille d'entre eux dans le secteur de Recoletos. Des Assemblées Générales, des opérations symboliques ("faire le siège de la Bourse", etc.) sont prévues pour lundi et les jours suivants.

L'entrée des six colonnes de marcheurs dans Madrid a eu quelque chose de très fort, de magique, nous raconte au téléphone Mari Garcia. De l'émotion partout, après souvent quatre semaines de marche, les pieds meurtris. Sur leur passage, tout au long de leur périple, la population a accueilli les marcheurs avec une solidarité forte. Les médias ont, quant à eux, organisé pendant des semaines, un blocus informatif contre les "marches de la dignité". L'immense tsunami populaire réclame le non paiement de la "dette illégale", la fin de l'austérité, du pain, un travail, un toit pour tous et veut jeter "dehors les gouvernements de la Troïka". C'est une mobilisation gagnée "à la force de nos muscles", pour Jorge Garcia Castaño, de Izquierda Unida.

Société condamnée

Ce qui frappe, c'est la diversité des revendications., et leur convergence contre "un paradigme de société condamnée : le néolibéralisme" pour un syndicaliste de l'UGT, venu à titre individuel. Au même moment, l'un des "pères de la transition", Adolfo Suarez, agonise. Le symbole n'échappe à personne. Le consensus de 1978 est bel et bien chancelant. Les syndicalistes du SAT, de la CGT, des bataillons des Commissions ouvrières présents malgré le non soutien officiel de leur organisation, scandent : "le futur ne sera pas capitaliste, il sera ouvrier et socialiste". La "place Colon" déborde. Cibeles est engorgée. Tout le centre de Madrid est congestionné, comme l'attestent les images des télévisions alternatives.

La tribune est dressée au fond de la place. Les représentants des marches régionales s'y succèdent au micro, soulignant la "dimension historique de la journée" ; pour tous : "un point de départ". Ils dénoncent "les gouvernements de la troïka", aussi bien ceux du PSOE que ceux du parti populaire qui ont instauré un "état d'exception sociale".

Avenir

Au premier rang, les travailleuses catalanes de "Panrico" en grève depuis cinq mois. La déléguée catalane dénonce la politique austéritaire du gouvernement catalan (800 000 chômeurs) et exige le droit pour tous les peuples de pouvoir décider de leur avenir. Daniel Avilés, jeune chômeur de 26 ans, marche depuis Murcia. La colonne des Asturies, chante Santa Barbara. Des milliers de drapeaux républicains, de drapeaux andalous, des bannières rouges du PCE, rouges et noires de la CNT, de chaque "autonomie", flottent. Tous

scandent "Vivent les luttes de la classe ouvrière !". "Nous ne voulons pas l'aumône. Les droits ne se négocient pas". A la tête des colonnes, beaucoup d'immigrés accueillis aux cris de "aucune personne n'est illégale". L'Aragonaise Amparo Bella chante une jota politique et un hymne de Labordeta. Vingt heures.

Le leader du SAT, Diego Cañamero prend la parole, la gorge brisée. Il appelle passionnément à l'unité du peuple et invite "la gauche qui a du plomb dans ses poches, à rejoindre le raz de marée". Il appelle à "la rébellion pacifique". Il lance : "Il faut un Front Populaire". La foule lui répond par d'interminables "Sí, se puede" (Oui, on peut). C'est le slogan qui revient le plus souvent.

Le gouvernement cherche la provocation : il a déployé 1 700 agents anti-émeute et a décrété le rassemblement illégal après 21h30. Une sorte de couvre-feu. Il tente manifestement d'engager une épreuve de force. Les manifestants n'ont pas l'intention de se laisser intimider. Ils vont évacuer la Place Colon, et ceux qui restent vont rejoindre des micro-campements un peu partout dans Madrid.

Le consensus PSOE/PP

Au moment où la marche géante se disloquait à Madrid peu à peu, des groupes de jeunes se heurtaient à des charges policières d'une rare brutalité (plus de 70 blessés). Au même moment, le journal *El País* évaluait sur son site la participation populaire à 50 000 personnes, reprenant le "comptage" gouvernemental volontairement archi-minoré et provocateur. La trouille du peuple ! Les manifestants annonçaient déjà avec humour les chiffres officiels : "de 5 à 7".

Le quotidien *El País* est depuis longtemps l'organe officieux du PSOE. Son compte rendu (sur le site du journal) de la marche est au plus haut point crapuleux. On peut lire "2 000 personnes à pied ont conflué vers Madrid". ("Les 8 marches se voudraient la métaphore d'un mal être diffus en Espagne").

Il se réjouit à demi-mots que les marcheurs aient des difficultés à planter leur tente du côté de Recoletos.

Le *País*, en ce qui le concerne, n'a aucune difficulté à planter le mensonge et la haine des mouvements sociaux, des processus de libération des peuples. Il est vrai qu'il appartient à la multinationale "socialiste" PRISA, de la famille Cebrian, aujourd'hui contrôlée par des fonds nord-américains ; le groupe possédait, par exemple, en Bolivie des journaux, des radios, et avait le monopole sur l'édition des manuels scolaires. Evo Morales le pria de faire sa valise. Ce qui explique son agressivité contre la révolution bolivienne. Frappé à la caisse ! La ligne éditoriale du *País* défend les intérêts de la multinationale PRISA et de toutes les autres.

Jean Ortiz

»» <http://www.humanite.fr/monde/la-plus-grande-manifestation-de-lhistoire...>